

**Rapport de la rencontre débat**

**Un plan culturel pour Bruxelles**

Organisée par Culture et Démocratie, le Réseau des Arts à Bruxelles  
et le Centre culturel Jacques Franck

Bruxelles, février 2010



Avec le soutien du Service Education permanente – Direction générale de la Culture  
Communauté française Wallonie Bruxelles

A l'initiative du Réseau des Arts à Bruxelles et du Brussels Kunstoverleg, le secteur culturel bruxellois a mené, durant 2 ans, des réflexions, études et débats autour des enjeux et priorités pour l'activité artistique et culturelle à Bruxelles qui ont débouché sur la publication du Plan culturel pour Bruxelles. 120 acteurs culturels bruxellois y dévoilent des questions, exigences et ambitions concrètes formulées pour eux-mêmes, pour le secteur culturel dans son ensemble et pour la ville.

Afin de mieux cerner le contenu et objectifs de ce Plan culturel pour Bruxelles, Culture et Démocratie, le Réseau des Arts à Bruxelles et le Centre culturel Jacques Franck ont organisé une rencontre-débat. Des balises de réflexion sur « Bruxelles », terreau dans lequel ce plan s'est inscrit, ont été présentées par le sociologue Eric Corijn. Lissa Kinnaer, coordinatrice du Réseau des arts à Bruxelles, a ensuite détaillé le contenu du Plan culturel, la méthode de travail et les chantiers mis en œuvre en 2010. Julie de Grootte, présidente du Parlement francophone bruxellois a ensuite fait écho de la réception de ce plan au sein du monde politique. A l'issue de ces interventions, un moment d'échanges et de débat a permis d'éclaircir certaines questions, comme les difficultés du travail en réseau, la sous-représentativité du secteur socio-culturel au sein du Réseau des Arts à Bruxelles ou le peu de réactions de la sphère politique.

### **Introduction**

Thierry Van Campenhout, directeur du Centre culturel Jacques Franck et membre du bureau de coordination du Réseau des Arts à Bruxelles introduit la rencontre. Pour lui, c'est un plaisir d'accueillir Culture et Démocratie et le Réseau des Arts à Bruxelles, deux associations qui ont une vision et un objectif d'intérêt général. Souvent, par réseaux on entend des structures d'un même secteur qui se rassemblent pour porter une parole qui s'assimile plus à un lobby. Cependant, ces dernières années, il y a eu une prise de conscience que, dans chaque secteur, personne n'avait la clé des questions de société. Un décloisonnement devait donc s'opérer. Le Réseau des Arts à Bruxelles s'est construit sur ces constats-là. Ce n'est pas une vision d'intérêt général qui résulterait d'une « bonté d'âme » particulière, mais plutôt une prise de conscience que personne n'a la solution aux nombreux problèmes que nous connaissons.

Sabine de Ville, vice-présidente de Culture et Démocratie, rappelle que cette journée a été organisée dans le but d'apporter aux participants les informations dont ils ne disposeraient pas encore à propos du Plan Culturel pour Bruxelles. Il s'agit également d'un appel pour que monde culturel francophone, et notamment le champ du socio-culturel, s'implique dans ce processus. Cette rencontre leur donne l'opportunité de poser toutes les questions qu'ils souhaitent et leur donne l'occasion de s'inscrire dans l'actualité du Plan. En effet, celui-ci n'est pas « une chose théorique » : c'est un projet, une entreprise dans laquelle les acteurs culturels ont pris une part majeure, puisque c'est un Plan qui est issu du travail du secteur, et que l'ensemble des acteurs du secteur sont invités à continuer à y travailler.

Pour Culture et Démocratie, ce Plan Culturel est porteur de sens. Il s'agit d'un projet qui pose la culture comme maillée très profondément à tous les rouages de la société. Il propose, pour Bruxelles, un projet qui transcende de façon très audacieuse toutes les limites, les contingences, les fermetures, les blocages dans lesquels la réflexion ou l'action culturelle à Bruxelles se déploient aujourd'hui.

## Quand on dit « Bruxelles », de quoi parle-t-on ?

*Eric Corijn est philosophe de la culture et sociologue, professeur à la VUB et directeur du centre d'études urbaines COSMOPOLIS, City, Culture & Society. Il est un des acteurs et penseurs clé du Plan Culturel. Il est l'auteur, avec Eefje Vloeberghs, de « Bruxelles ! »<sup>1</sup>, paru aux Editions de la VUB, un ouvrage qui rassemble les rapports et données existants sur Bruxelles et qui montre les transversalités.*

*L'objet de ses propos est de planter le décor, de définir l'espace mental dans lequel ce Plan a été conçu ainsi que l'amont et l'aval de sa réalisation. Comment comprendre, de l'extérieur, qu'un Plan Culturel ait été réalisé ? Et comment comprendre ce produit ? Cela nécessite, dans un premier temps, de maîtriser quelques éléments du système « Bruxelles ».*

Tout d'abord, au niveau de la gouvernance, Bruxelles est un produit de la Belgique ! C'est la seule grande ville au monde qui n'ait pas à sa tête un bourgmestre ou un maire, mais un Ministre-Président. Cette ville est gérée par des instruments de l'Etat. Dans cette Région où il y a deux communautés et 19 communes, la gestion urbaine – avec tout ce que cela implique dans un monde qui change – est dépourvue. Cela a produit une certaine gouvernance, au niveau du territoire et de la gestion, qui est en réalité du « bas vers le haut ». Au niveau culturel, on retrouve peu de culture urbaine, mais énormément de culture de « communauté nationale ». Si la Belgique a été fédérée, c'était pour créer deux « pays ». Et les deux pays se fondent pour déboucher sur une identité nationale. Identité que l'on recherche et qu'on ne trouve pas ! Mais cela fonctionne selon ces règles-là. Depuis des années, Eric Corijn tente de convaincre le monde qu'une ville n'est pas un pays, et que gérer une ville comme un pays pose des problèmes.

Deuxième élément d'analyse : Bruxelles est en train de basculer, de changer très rapidement. Tout le système urbain – en comparaison avec d'autres – est pris dans un mouvement qui n'est pas bien saisi, pas bien raconté. Ce mouvement est, d'un côté, l'internationalisation de la ville. Il y a 25-30 ans, Bruxelles était la première ville industrielle du pays, si l'on prend le taux d'emploi dans le secteur secondaire. En moins de 20 ans, Bruxelles a basculé vers une ville tertiaire : 91% de l'emploi se trouve dans le tertiaire, l'emploi industriel étant quant à lui tombé à 7-8%. Cela est le fait de l'internationalisation. Bruxelles est devenue la capitale de l'Europe. 115.000 personnes bien payées, bien éduquées travaillent et vivent à Bruxelles dans et autour des institutions européennes. Cela a une grande influence sur le changement de la ville. La dynamique urbaine dépend de plus en plus de sa communauté internationale. On assiste de plus à l'évaporation de l'Etat belge, avec un réel problème du rapport de Bruxelles avec son hinterland dû au carcan institutionnel et au fait que les états en formation sur le territoire ne considèrent pas la zone métropolitaine comme une ville mais comme un « truc 19 communes ». Cette ville, au niveau de l'Etat belge, est donc en train de perdre son urbanité. Et en même temps, l'urbanité est renforcée par la collectivité internationale et ses fonctions.

Un élément important de cette mutation est l'effet de tous ces changements sur la population bruxelloise. Bruxelles est la 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> ville la plus riche d'Europe. Mais sa population est pauvre. Le revenu y est de 15% inférieur au revenu moyen belge. Bruxelles compte 1,1 millions d'habitants et 700.000 emplois, dont la majeure partie

---

<sup>1</sup> Eric Corijn et Eefje Vloeberghs, « Bruxelles ! », VUB Press, Bruxelles, 2009

est occupée par des gens qui n'habitent pas la Région. Ce sont des « sub-urbains » qui paient leurs taxes à l'extérieur mais qui utilisent les services régionaux. Tandis que, parmi la population bruxelloise, on compte 100.000 chercheurs d'emploi, avec un taux de chômage très marqué parmi les jeunes : un tiers des jeunes Bruxellois en dessous de 24 ans vivent dans des ménages ne disposant pas de revenus du travail. Sur ce plan, Bruxelles vit une catastrophe sociale, dont on ne parle pas assez. Cette situation risque de se marquer encore davantage avec le boom démographique qui nous attend : 170.000 bruxellois en plus d'ici 10 ans. Cette augmentation vient de deux sources. Ce n'est pas seulement dû à un arrêt de l'exode urbain. Celui-ci se poursuit en raison de la piètre qualité de vie en ville. Mais il existe cependant un solde négatif entre les nouveaux habitants qui entrent et ceux qui quittent la ville. Les deux facteurs de ce boom démographique sont : une natalité supérieure à la moyenne, surtout au sein des populations d'origine étrangère, et une immigration arrivant à Bruxelles. Ces deux éléments renforcent le caractère multiculturel de cette ville. Actuellement, 56% de la population bruxelloise a une origine étrangère – que ce soit à la 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> génération – et ne possède donc pas les références belgo-belges que les deux communautés essaient de lui imposer. Cette proportion va changer très sensiblement.

La ville ne dispose pas d'infrastructures (crèches, écoles, enseignement adapté) nécessaires pour accueillir ce surplus de population. Or, actuellement, la crise de l'enseignement est déjà aiguë : 28% des élèves qui entrent dans le système francophone en sorte sans diplôme ou sans certificat. Les études PISA montrent que la qualité de l'enseignement n'est pas réellement mise en cause. C'est davantage l'inadéquation de notre enseignement, qui n'est performant que pour une certaine population, issue de la classe moyenne blanche, où l'aide des parents est présente. Il s'agit d'un enseignement adapté pour l'insertion dans la communauté nationale, avec une tradition fortement étatique. Il n'est pas prévu pour accueillir une nouvelle jeunesse, qui ne s'intègre pas dans une communauté nationale mais bien dans une communauté urbaine à construire et une ville. Et donc pas un pays !

Bruxelles devient cosmopolite, internationale. Deux indices l'attestent : au niveau de l'emploi des langues, l'anglais a dépassé le néerlandais. Et moins de 50% des ménages comportent deux partenaires francophones. 41% de ménages sont multilingues, et cette fraction est en augmentation. 9% des ménages comprennent un des deux partenaires qui parle le néerlandais. Il existe donc une « multiculturalisation » très forte de Bruxelles.

Ces dernières années, la réaction à cette situation et l'intégration de cette dynamique sont le fait du secteur associatif et plus largement de la société civile. Des initiatives ont été mises en place pour faire émerger cette réflexion. En réaction au manque de prise de conscience du « fait bruxellois », il y a eu, en 2006, un appel « Nous existons ! » où l'imaginaire et l'identité bruxelloise étaient représentés. S'en est suivie la création d'une plate-forme de la société civile regroupant non seulement le Réseau des Arts et le Brussels Kunstenoverleg, mais aussi le Brusselse Raad Voor het Leefmilieu, Inter-Environnement Bruxelles, des organisations syndicales, le [Brussels Enterprises Commerce and Industry, etc.](#). A partir de cette base, les Etats Généraux de Bruxelles se sont tenus en 2009, avec le soutien des trois grandes universités basées à Bruxelles (fait remarquable). En un laps de temps très court, 16 notes synthétiques ont été produites. Les débats ont été nourris par une certaine objectivité, et pas seulement par l'expérience sectorielle. 26.000 de ces documents

ont été téléchargés sur Internet, plus de 3000 personnes ont pris part au débat, un livre va sortir d'ici peu.

Pour Eric Corijn, le secteur culturel a pris, au sein de ce vivier, la bonne initiative de s'interroger, de se penser lui-même, en réfléchissant à la fois à l'objectivité du contexte de son travail et à la mission du secteur culturel – en réalité plutôt artistique.

### **Un plan culturel pour Bruxelles : objectifs, contenu et perspectives**

*Lissa Kinnaer coordonne le Réseau des Arts à Bruxelles, plate-forme de concertation du secteur culturel à Bruxelles. Son intervention présente d'abord un état des lieux de la culture à Bruxelles, et de manière plus spécifique, le secteur qui est organisé et donc subventionné en rappelant quelques points forts et points faibles. Ensuite, elle évoque le contexte qui a donné naissance au Réseau des Arts à Bruxelles et à son pendant néerlandophone, ainsi qu'au Plan culturel. Elle donne également quelles précisions méthodologiques et présente enfin l'actualité du Plan, le chemin qu'il poursuit aujourd'hui. Maintenant que la présentation officielle du Plan a eu lieu, quels en sont les prolongements, les actions, les développements ?*

### **La culture à Bruxelles : le cadre**

Tout d'abord, quelques points forts : Bruxelles a une offre culturelle très riche et très diverse, la plus grande du pays. Cette ville est également dotée d'un réseau d'infrastructures, côté francophone et néerlandophone, très important et qui a pour particularité une certaine dynamique de collaboration. Celle-ci s'est intensifiée lors de Bruxelles 2000 et le fameux week-end d'ouverture « Open-Ouvert ». La ville devient, de plus en plus, un pôle d'attraction pour les artistes et les talents créateurs, jeunes ou moins jeunes, d'ici ou d'ailleurs. Dès lors, si Bruxelles reste une ville de production et de représentation, elle devient aussi une ville de création. Comme Eric Corijn l'a rappelé, Bruxelles est une ville multilingue, multiculturelle, cosmopolite, bien située au cœur de l'Union européenne.

Ce contexte a des effets favorables pour le secteur culturel, aussi bien au niveau de la programmation artistique qu'au niveau des échanges avec des partenaires artistiques et culturels dans le monde .

Ensuite, quelques points négatifs : un accord de coopération entre les communautés flamande et française ne s'est toujours pas concrétisé. Il n'y a pas de réflexion culturelle au niveau du territoire de la Région, qui prendrait par exemple la forme d'un plan de développement régional culturel. Le manque de soutien aux projets bi-communautaires, spécifiques à la réalité culturelle et artistique de cette ville, est criant. On pense à la Zinneke Parade, au Wiels, à Flagey, BrxlBravo, et de multiples autres projets qui sont spécifiquement bruxellois. Ils ne dépendent ni de la Communauté française ni de la Communauté flamande. Ils forment le terreau culturel bruxellois.

Ensuite, vient la question de la dilution des compétences. Bruxelles compte 42 représentants politiques compétents, directement ou indirectement, pour les matières culturelles (Cocof, VGC, communes, Régions, communautés...). Il est plutôt positif qu'autant de personnes politiques aient un pouvoir de décision dans les matières culturelles à Bruxelles. Mais, à défaut de discussion, de concertation et de

dialogue, on en arrive à un manque flagrant de vision cohérente, partagée pour une politique commune pour la ville.

Quelques autres points négatifs : le manque de lien et de concertation entre la culture et la promotion touristique. L'absence d'une communication et d'une promotion sur l'offre culturelle qui soit coordonnée, cohérente, et qui prenne en compte les différents outils qui existent déjà. Les outils de promotion et de communication agissent de manière isolée. Les visiteurs de passage à Bruxelles ne savent où trouver un agenda qui répertorie de manière générale et globale l'offre culturelle. Dès lors, ils ne participent pas à l'offre culturelle. Seulement 2% d'entre eux vont au Mont des Arts. Un dernier point, qui suppose une remise en question du secteur culturel lui-même, concerne la sous-représentativité des autres communautés culturelles au sein du secteur culturel subventionné.

### **Naissance du Réseau des Arts à Bruxelles et du Plan culturel**

Le Réseau des Arts à Bruxelles a été fondé en 2004-2005, d'abord de manière très informelle. Il a pris pour modèle son pendant néerlandophone, le Brussels Kunstenoverleg. Depuis 2006, les deux réseaux travaillent ensemble, ce qui est plus cohérent lorsque le but est de mener une réflexion commune sur la culture dans la ville. Leur mission est d'offrir une plate-forme de concertation, d'échange et de rencontre pour les acteurs culturels et artistiques à Bruxelles. Ils organisent des journées de rencontre, d'études, des tables-rondes thématiques, etc.. En 2007, à l'initiative de ces deux réseaux, un accord de coopération et de collaboration a été signé entre les institutions culturelles francophones, néerlandophones et multilingues (soit des structures fédérales ou bi-communautaires) à Bruxelles. Un plan d'actions en a découlé : des cours de langues française et néerlandaise sont organisés pour les acteurs culturels, de même que des journées « prospectives » où les acteurs culturels sont invités à venir dialoguer et débattre, par exemple, de la coordination de l'offre culturelle, de la programmation artistique, etc. Le réseau a ensuite voulu aller plus loin en réfléchissant sur le long terme pour la culture à Bruxelles. A cette fin, il s'est adressé à la Fondation Roi Baudouin, qui a rendu possible l'organisation de ce processus de réflexion. Celui-ci s'est déroulé pendant deux ans, et le fruit de ce travail a été présenté en septembre 2009 au Wiels.

### **Le Plan culturel pour Bruxelles : la méthode de travail et son contenu**

A propos de la méthode de travail : Une personne a été engagée pour la coordination générale du Plan culturel et Bernard Boon Falleur, ancien directeur de Flagey, supervisait le travail. Un petit bureau, composé de membres des deux réseaux et des coordinateurs, préparait les thèmes, rédigeait les notes. Une dizaine de thématiques ont été définies. Cette préparation était mise en discussion avec un groupe plus large d'une quinzaine de personnes, représentant des institutions culturelles et artistiques aussi bien francophones, néerlandophones que bi-communautaire. Ils formaient le groupe de pilotage, dont la mission était d'émettre des propositions d'actions concrètes par thématique. Lorsque trois ou quatre thèmes étaient prêts, des journées de réflexion plus larges étaient organisées, destinées non seulement aux membres des deux réseaux (une centaine d'institutions culturelles) mais aussi à des personnes extérieures pour impliquer et entendre les réactions d'un secteur beaucoup plus large.

Le Réseau des Arts à Bruxelles et le Brussels Kunstoverleg représentent presque 120 institutions, 80 du côté néerlandophone, et 40 du côté francophone. Les musées qui

disposent de leur propre conseil n'en font pas partie. Un dialogue a été amorcé avec le Conseil Bruxellois des Musées.

Trois journées de débat ont permis à un groupe plus large de prendre connaissance des notes, d'y réagir, de faire des propositions. La dernière journée a abordé 9 thématiques, avec, pour chacune, 5 à 8 propositions concrètes. Les participants ont été invités à voter pour désigner les propositions prioritaires. Ce qui a permis de définir les priorités du Plan culturel, de créer une sorte de relief dans la masse de textes, d'idées. Avec ce matériel, deux rédacteurs – un francophone et un néerlandophone – ont rédigé une synthèse de 40 pages, qui met en lumière les enjeux et les priorités.

Concernant le texte du Plan culturel lui-même, Le Réseau des Arts à Bruxelles et le Brussels Kunstoverleg ont participé aux Etats Généraux de Bruxelles, expérience importante et enrichissante. Ce fut la première fois que les réseaux culturels étaient impliqués dans une réflexion plus globale sur la ville. Cela leur a permis une prise de conscience des données sociales, démographiques, urbanistiques, des réalités plus éloignées de leurs activités quotidiennes. La première partie du Plan a donc été consacrée à la Ville, où sont rappelés quelques chiffres et les enjeux concernant la réalité sociale, démographique, l'utilisation des langues, le statut de « multi-capitale ».

Le Plan culturel pour Bruxelles est composé de cinq chapitres. Le premier est consacré à l'interculturalité et aborde la question de la contribution du secteur culturel bruxellois au dialogue interculturel. Beaucoup d'institutions ont déjà des services de médiation, des projets d'éducation à l'art avec les écoles, le quartier, etc. Mais comment aller plus loin ? Comment, aussi, assurer une meilleure représentativité d'autres communautés culturelles dans le secteur professionnel ?

Le deuxième chapitre concerne les espaces territoriaux. La culture souffre d'un manque de lisibilité et de visibilité à Bruxelles, cette ville-région constituée de 19 communes. Une demande d'une cartographie culturelle est clairement définie.

Le troisième chapitre touche aux artistes : « Bruxelles, ville créative ». Le nombre d'artistes et de créateurs contribue au rayonnement de la ville. Comment soutenir ce mouvement ?

Le quatrième chapitre aborde les aspects politiques : « Bruxelles, ville cohérente ». Les auteurs du plan plaident pour plus de cohérence dans la gestion des matières culturelles. Des propositions d'ordre politique et pour une meilleure promotion de l'offre culturelle, en collaboration avec le secteur du tourisme, sont formulées.

Le dernier chapitre, est consacré à l'aspect international et au statut de « multi-capitale » de Bruxelles : quelle est la responsabilité culturelle de l'Union européenne ? Quelle est la responsabilité culturelle de Bruxelles en tant qu'hôte de ces nombreuses institutions ? Quel est le lien entre les Bruxellois, le secteur culturel, et les travailleurs internationaux ? Comment contribuer au débat européen ?

Depuis la présentation officielle du Plan, les Réseaux s'attachent à sensibiliser un maximum le secteur culturel, mais aussi des acteurs extérieurs à celui-ci. Lissa Kinnaer précise que ce Plan n'est pas une « Bible ». Il est le produit d'une réflexion menée par

120 personnes, acteurs culturels de terrain, avec des expertises extérieures au secteur en fonction des thématiques traitées. Ce texte est donc un Plan plutôt que le Plan culturel. Il est le résultat d'un trajet. Il n'est pas fermé mais bien évolutif. Ceux qui soutiennent ce Plan ne sont peut-être pas d'accord avec tout, mais bien avec la philosophie et le concept général.

### **Après la réflexion, place à l'action !**

Afin que ce travail ne reste pas lettre morte, il a été demandé aux membres des réseaux de choisir 3 propositions, parmi les 34 que compte le Plan, qui leur semblent urgentes et prioritaires pour le secteur culturel dans son ensemble. Il leur a également été demandé d'identifier les propositions qu'ils souhaiteraient eux-mêmes mettre en œuvre au sein de leur structure. Les réseaux essayeront de les encourager et de les soutenir dans cette voie-là, même si leur rôle est davantage de travailler pour l'intérêt général et pour la collectivité.

Les votes ont été reçus fin novembre. A partir des choix, quatre chantiers ont été définis. Le premier concerne le dialogue interculturel : les propositions retenues portent sur la création d'une plate-forme interculturelle bruxelloise ; l'inventaire des bonnes pratiques en matière d'éducation à l'art, de médiation des publics, donc ce qui concerne davantage la participation et l'accès à la culture ; la question des ambassadeurs, des personnes relais au sein du secteur culturel et en dehors (au sein des quartiers, par exemple) et l'opportunité de créer un réseau d'ambassadeurs culturels à Bruxelles.

Le deuxième chantier est celui du maillage de la culture sur le territoire bruxellois, avec un projet concret choisi presque à l'unanimité, celui d'une cartographie culturelle pour la ville. Celle-ci recensera l'ensemble des infrastructures culturelles ainsi que les activités, les lieux et les organisations plus informelles donc moins subventionnées.

Le troisième chantier concerne les artistes. Il y est question de créer un service d'information et de conseil pour les nombreux artistes présents à Bruxelles, qui ne connaissent pas la ville, ne savent pas où s'adresser ni quels outils sont disponibles. Une des actions sera de créer une base de données qui recense les services existants pour les artistes et qui serait mise à leur disposition. Il importe de souligner que le but n'est pas de mettre en place de nouvelles structures mais de partir de « l'existant » et d'aboutir à une meilleure coordination et une meilleure cohérence.

Le dernier chantier est consacré à la communication et la promotion de l'offre culturelle. La priorité est la constitution d'un agenda culturel bon marché, trilingue, qui reprend l'offre culturelle globale et qui s'adresse à tous ceux qui travaillent, habitent ou séjournent dans la ville.

Un appel à candidatures a été lancé au sein des réseaux pour constituer des groupes de travail. La mise en œuvre de ces quatre chantiers ne peut se réaliser sans l'engagement concret des acteurs de terrain. Dès lors, après leur mise en place, l'idée est que les groupes de travail deviennent autonomes. Par groupe, 20 à 25 personnes se sont engagées ! La première réunion s'est tenue fin janvier. Par une méthode participative, il a été demandé aux participants de cibler les projets concrets qu'ils souhaitent mettre en œuvre dans chaque chantier. Les groupes de

travail sont lancés, et celles ou ceux qui souhaitent s'y joindre ou être tenus au courant peuvent envoyer un mail à l'Isa Kinnaer [lissa@reseaudesartsabruelles.be](mailto:lissa@reseaudesartsabruelles.be).

A côté de ces quatre chantiers, Le Réseau des Arts à Bruxelles et le Brussels Kunstoverleg souhaitent soutenir les initiatives déjà existantes dans le secteur. Beaucoup d'institutions culturelles ont estimé urgent de réfléchir aux moyens de renforcer et de dynamiser les liens avec l'enseignement primaire et secondaire, ainsi qu'avec l'enseignement supérieur artistique. Un soutien sera également apporté aux initiatives qui se développent dans la zone du Canal. Ces initiatives ne feront pas l'objet d'un groupe de travail spécifique mais de tables-rondes.

Thierry Van Campenhout apporte quelques précisions. Comme cela a déjà été souligné, un grand nombre de pouvoirs publics sont compétents, de manière directe ou indirecte, pour les matières culturelles. Par exemple, pour ce qui concerne l'accès et la participation culturelle des publics, il existe au sein des contrats de quartiers de la Région Bruxelles-Capitale des infrastructures culturelles de proximité, les programmes de cohésion sociale de la Cocof, et les Kultuurbeleidsplannen de la VGC encouragent chaque commune à avoir un plan de développement culturel, le Ministère de l'Intégration a confié aux CPAS la mission de favoriser l'épanouissement culturel de leurs usagers. Tous ces dispositifs se superposent, ce qui a permis à de nombreuses institutions d'être reconnues et plus ou moins financées par l'un ou l'autre des pouvoirs publics.

Néanmoins, il manque une vision territoriale de la culture à Bruxelles. En Communauté française, elle commence à émerger, avec notamment l'Observatoire des Politiques culturelles qui a réalisé une cartographie au niveau de la Communauté française.

Lors de sa première réunion, le groupe de travail consacré au maillage de la culture sur le territoire de Bruxelles a constaté que des cartographies existent, mais par secteur, par communauté. Le but est de croiser toutes ces informations et de dresser un état des lieux, un inventaire pour établir un diagnostic. Cela permettrait d'élaborer un « plan régional de développement culturel » au sein duquel le lien entre culture et expression démocratique se réaliserait, en donnant lieu à une vaste enquête publique où chaque acteur de la vie à Bruxelles, chaque pouvoir pourrait exprimer sa vision stratégique à 10, 15 ou 20 ans. Cela porterait le débat sur la culture au cœur des enjeux de la population. Avec une vision d'ensemble cohérente et une mutualisation, des économies d'échelle pourraient se faire.

### **Quel accueil le monde politique a-t-il réservé à ce plan ?**

*Julie de Grootte est présidente du Parlement francophone bruxellois. Son intervention porte sur l'écho que le plan culturel a reçu dans la sphère politique et la lecture qui en a été faite.*

Julie de Grootte se pose, ici, du point de vue de Présidente du Parlement francophone bruxellois, et non de l'exécutif ou de ceux en charge des politiques fonctionnelles..

A la question « quelle a été la réaction du monde politique au plan culturel ? », elle répond, non pas sur le plan fonctionnel et les propositions concrètes du plan, mais sur le plan institutionnel contenu par le plan. A cet égard, il est intéressant de

constater qu'alors que chaque proposition institutionnelle, même anodine, suscite dans notre pays des commentaires variés et immédiats, les propositions institutionnelles avancées par les auteurs du plan n'ont pas provoqué de tels commentaires dans le paysage politique, alors qu'elles vont même parfois jusqu'à préconiser la régionalisation de pans entiers (elle cite ainsi comme exemples des Bart De Wever ou Olivier Maingain qui n'ont pas réagi dans un sens ou un autre). C'est aux auteurs du plan de se demander de quelle façon leur message a été reçu.

Plusieurs remarques peuvent être faites à cet égard. Tout d'abord, la démarche des porteurs du plan culturel est inédite. Le politique se trouve là à côté de ce qui est son cadre institutionnel normal. Elle l'a, elle-même, vécu au sein du Bureau de l'Assemblée qui a longuement débattu quant à savoir comment et sous quelle forme inviter le Réseau. Après la présentation du plan culturel au Wiels en octobre 2009, elle a rencontré son homologue Carla De Jonghe et les deux bureaux des assemblées ont décidé d'inviter ensemble le Réseau. Finalement une date a été retenue, qui est le 17 mars. Mais il a longuement été débattu sur la question de savoir si cette rencontre devait avoir lieu dans l'hémicycle, dans une commission au sous-sol ou dans la salle des glaces. Finalement, c'est la salle des glaces qui a été retenue. Au-delà de l'anecdotique, la symbolique était forte pour les parlementaires qui ont dû trouver la réponse adéquate pour que la rencontre se fasse de manière consensuelle et que le message que les deux assemblées portent soit adéquat.

Sur le fond, le plan culturel est en décalage par rapport au cheminement et au cloisonnement institutionnels habituels. A la fois, c'est l'émergence d'une culture en devenir, mais aussi une culture située sur un territoire bien défini qui est l'espace urbain. La position ici n'est ni culturelle proprement dite, ni territoriale proprement dite. Elle essaye de faire la juxtaposition des deux. Il n'est pas aisé de trouver une réponse adéquate à cette combinaison de culture et territoire.

Quels sont les reproches formulés par le politique ?

Le premier est : « Ils veulent la régionalisation de la culture ! » A l'instar d'Harry Potter où il y a « celui-dont-on-doit-taire-le-nom », la régionalisation, c'est le mot dont on doit taire le nom. Ce n'est pas aussi contrasté que cela. Julie de Groote explique que ce matin même, au Parlement francophone bruxellois, Christos Doulkeridis, Ministre-Président du Collège de la COCOF, en charge entre autres du Tourisme, a été interpellé sur le tourisme. Or, dans le plan culturel pour Bruxelles, il est question aussi de tourisme. Christos Doulkeridis a dit très simplement qu'il voulait la régionalisation du tourisme. Le débat n'est donc pas aussi univoque. Un autre exemple que Julie de Groote donne est celui de l'expression « labellisée » de Charles Picqué lorsqu'il parle de « ruser avec nos compétences » à Bruxelles. Cela montre bien tout une réflexion, même si elle ne colle pas aux fameuses pages 36 à 41 du plan qui, elles, sont inaudibles par le politique en ce qu'elles vont beaucoup trop loin en matière de régionalisation.

La deuxième remarque, c'est que le plan culturel est vu comme le cheval de Troie de la Flandre pour prendre la main sur la culture à Bruxelles. En particulier le discours sur le multiculturalisme qui est parfois perçu comme un prétexte permettant de nier la réalité que la culture à Bruxelles est particulièrement francophone.

Il est vrai que certaines phrases du plan pourraient choquer à cet égard. Par exemple, page 38, « Transférer les compétences des deux communautés vers un autre niveau de pouvoir : la prudence s'impose afin de ne pas compromettre la protection des néerlandophones à Bruxelles. » Or, les flamands sont très protégés à Bruxelles !

Julie de Grootte formule deux propositions concrètes.

La première est de partir de la VGC et de la Cocof pour instaurer une collaboration, voire même un accord de coopération. On sait combien la collaboration est difficile entre les deux Communautés et la difficulté de conclure un accord de coopération le montre. Si aujourd'hui, Christos Doulkeridis, Ministre-Président de la Cocof, parle d'une régionalisation du tourisme, c'est bien de la Cocof qu'il part pour avancer avec ses collègues néerlandophones bruxellois.

La deuxième proposition concrète concerne la cartographie et l'état des lieux qui sont éminemment importants, et Julie de Grootte est d'accord avec Thierry Van Campenhout lorsqu'il souhaite partir de l'état des lieux avant toute proposition. Par ailleurs, elle trouve à titre personnel que la proposition de « clusters » qui pourrait découler de cette cartographie est assez révolutionnaire. Elle fait la comparaison avec les bassins scolaires et l'expérience de Charleroi lancée sous la précédente législature où l'état des lieux a pu mener à des synergies. Ce type de démarche permet d'éviter de concentrer des lieux culturels dans certains quartiers, et d'en délaissier d'autres.

### **Echanges avec la salle**

Un inspecteur de la culture de la Communauté française précise qu'il ne faut pas limiter le monde politique aux Assemblées. Il y a bien sûr l'exécutif et les administrations. Les administrations de la Communauté française et de la Cocof ont réagi relativement vite au plan, par le biais d'avis internes qui n'ont pas fait l'objet de communication. Il y a cependant une troisième remarque – critique qui a circulé à propos de ce plan. Lorsque l'on voit tous les défis majeurs que porte la Région bruxelloise, le secteur culturel le plus apte à pouvoir y répondre ne se retrouve pas dans le Réseau des Arts et le Brussels Kunstoverleg, à savoir la mouvance socio-culturelle. Les centres culturels sont représentés mais un peu la marge. On ne retrouve pas le secteur associatif que soutiennent la Communauté française et la Cocof. Comment répondre alors à ce constat, tout à fait pertinent, du plan culturel sur les enjeux démographiques, etc. ? Les réponses qui sont données sont très cantonnées dans une sphère artistique institutionnelle.

Olivier Bastin, Maître architecte et nouveau Bouwmeester de Bruxelles, précise qu'il s'attellera, avec sa cellule, à participer au travail mené dans les suites du plan culturel, notamment au niveau des cartographies. Il relève la difficulté de représenter la dimension sociale et le décalage avec le terrain, dû à l'institutionnalisation de la culture. Une sorte de distance se met alors en place par rapport au terrain, à la population.

Pour Eric Corijn, le déficit de représentativité de l'ensemble du secteur culturel est exact. Il invite à lire cela comme un symptôme et à s'interroger. Pourquoi est-ce le Réseau des Arts qui s'est emparé de ce travail et non le réseau du socio-culturel, qui n'existe pas ? Ce symptôme se retrouve aussi dans la mondialisation, dans l'urbanité,

etc. Il y a une crise dans le socio-pédagogique, dans l'enseignement, dans le socio-culturel, dans l'éducation permanente. Dans un monde qui n'est pas culturellement uniforme et où il va falloir apprendre à vivre ensemble sur base de la différence et développer une civilité, on remarque que le secteur artistique est plus apte à déclencher, à ouvrir la réflexion, l'interaction. Le socio-artistique semble être plus performant par rapport à la pauvreté, au travail de quartier, etc.

Lissa Kinnaer rappelle que ce plan culturel a été réalisé par un secteur artistique. Il ne s'appelle pas « plan artistique » car la volonté des personnes qui l'ont conçu était d'aller au-delà des frontières sectorielles. Il y est question du tourisme, de l'Europe, du maillage, etc. Les deux réseaux regroupent, comme défini dans leur statut, des institutions qui sont actives de manière professionnelle dans le secteur artistique à Bruxelles. Le Brussels Kunstoverleg regroupe quelques structures socio-artistiques telles que Globe Aroma. Côté francophone, le Réseau des Arts est plus jeune. Cependant un élargissement est prévu et chaque année de nouvelles associations le rejoignent. Dans le secteur culturel et artistique francophone, il y a des réticences à se joindre à un réseau, pour plusieurs raisons : manque de temps, de moyens financiers, trop pris dans des urgences de réalisation de son programme, etc. Du côté du Brussels Kunstoverleg, les membres font partie du secteur culturel flamand à Bruxelles, qui est minoritaire. Il y avait donc, dès la création en 2002, un désir et un besoin de se regrouper, de travailler ensemble, de se concerter. Côté francophone, le secteur est beaucoup plus large et divers. Le Réseau des Arts à Bruxelles veille à son élargissement, quotidiennement, malgré la difficulté de sensibiliser le secteur culturel francophone à rejoindre le Réseau des Arts.

Thierry Van Campenhout précise que, au départ, le Réseau des Arts à Bruxelles était une plate-forme des arts de la scène, et plus particulièrement d'acteurs de la danse contemporaine. Cette plate-forme s'est transformée pour diverses raisons en réseau. Si le Centre culturel Jacques Franck l'a rejoint, c'est pour affirmer la présence d'associations socio-culturelles dans la vie artistique et culturelle à Bruxelles. C'est aussi une question de taille. Les grandes institutions peuvent plus facilement déléguer du personnel pour être représenté dans le Réseau des Arts. Dans une petite association, un Centre d'Expression et de Créativité, une Maison de Jeunes, c'est beaucoup plus difficile. Il n'y a bien souvent qu'une seule personne qui gère tout et ne peut s'absenter. En conclusion, le travail en réseau n'est pas soutenu, de manière globale avec une vision. Cela se fait en plus de tout ce qui doit se faire ! La sous-représentation des francophones dans cette démarche a contribué à cette image de « Cheval de Troie des Flamands à Bruxelles ». Ce qui n'est pas du tout le cas. Le mouvement flamand dans sa revendication d'identité est un mouvement populaire et la Communauté flamande a mis cette question culturelle au cœur de ses priorités. Du côté francophone, il n'y a pas cette affirmation.

Azita Banai, attachée au cabinet du Ministre Emir Kir, Ministre en charge entre autres de la Culture à la Cocof, précise que les auteurs du plan culturel ont été rencontrés par des membres du Cabinet du Ministre et que des instructions ont été transmises à l'administration pour réfléchir à ces questions. En début de législature, il semblait prématuré de faire des sorties dans la presse, à chaud. La question du déficit de structures socio-culturelles dans le Réseau des Arts, de leur difficulté à déléguer du personnel pour réfléchir à ces problématiques sont de vraies questions.

Isabelle Pauthier, directrice de l'Arau, Atelier de Recherche et d'Action Urbaines, s'étonne d'entendre que le secteur de l'éducation permanente est en crise. Ce secteur est très actif et n'arrête pas de penser. Elle formule deux remarques. L'Arau est un acteur culturel, qui organise des visites guidées et qui travaille comme groupe de pression au niveau de l'urbanisme, pour créer une parole politique sur la ville. Tout d'abord, dans le secteur du tourisme, le politique n'est pas demandeur de travailler avec les acteurs culturels. Ensuite, l'appel à la cohérence, à l'unité, à l'identité commune arrive à un moment où la Belgique se divise. Quel est l'éclairage d'Eric Corijn sur cet effet de contexte interpellant ?

Pour France Lebon, Directrice du Service de l'Education permanente au sein de la Direction générale de la Culture, Julie de Grootte a eu la franchise et la clarté de pointer les positions et réactions que ce Plan induit. Personne n'est à 100% d'accord sur le contenu de ce Plan. Les chantiers ouverts sont ainsi une très bonne porte d'entrée pour trouver une réponse politique ou administrative aux interrogations et demandes formulées. Il n'y aura pas de réponse institutionnelle, car lorsqu'ils se concertent sur ce sujet, les institutionnels ne trouvent eux-mêmes pas de réponse. Le principal est d'avancer, d'interpeller le plus grand nombre. Au sein de ces groupes de travail, les administrations et politiques pourront peut-être davantage répondre aux questions posées, notamment car les acteurs travailleront sur des collaborations, des coopérations et la recherche de soutiens à ce type de projets.

Julie de Grootte répond que sur le plan politique, loin d'elle l'idée de penser que le politique a été absent, que le Ministre Kir, le Ministre Doukéridis n'ont pas suivi le plan. Son propos n'était pas de dire que les politiques ne se sont pas occupées du plan culturel. Ce qui est intéressant pour les auteurs du plan, c'est de se poser les bonnes questions sur ce que celui-ci peut et doit devenir.

Pour Eric Corijn, la question est : quel est le lien social que le monde prépare ? Les médias devraient situer la question communautaire dans une vision plus large. La tendance est de cantonner les discussions sur l'identité dans l'histoire belge, or ces discussions ont lieu partout en Europe. Les réponses sont différentes à Barcelone, à Milan, en ex-Yougoslavie, etc. Lorsqu'il parle de crise, il ne s'agit pas d'arrêter d'exister. Mais il y a une crise des perspectives, une coupure dans les discours. Le monde est en train de changer irréversiblement et rentre dans une ère post-nationale. Dans la structuration de la société, il y a des territoires plus grands qui sont inter-pays, au sein desquels les réseaux urbains prennent de l'importance. Bruxelles, par sa composition sociale, par sa problématique, par sa mission du centre européen, est un laboratoire pour inventer un nouveau discours. Tout le système d'intégration construit autour d'un modèle éducatif, méritocratique, ne fonctionne pas comme prévu. Aujourd'hui, quelqu'un qui a un diplôme de l'enseignement supérieur à Molenbeek, a quand même plus de chance d'être au chômage qu'une personne qui a le même diplôme mais qui vit à Woluwé. L'enseignement, adapté à la machine du travail, ne suffit pas pour avoir sa place dans la société. Le défi pour le secteur artistique est de chercher l'expression d'un lien social sur base de la différence, et non de la communautarisation.

Mattéo Segers, scénographe et monteur de projets, rappelle que parmi les 22% de chômage à Bruxelles, il y a de nombreux artistes. Ce plan culturel existe, entre autres, pour accompagner les artistes dans leurs rencontres avec des employeurs. La réalité est que les artistes travaillent de manière inter-sectorielle. Il pointe également

l'absence de levier permettant aux artistes de travailler avec les institutions européennes. Il y a pourtant une DG Culture qui travaille à Bruxelles. Le 25 mars, les 25 ans des capitales culturelles seront fêtés au Parlement européen. Il est impossible de savoir comment sera mise en avant la culture lors de cette cérémonie à Bruxelles.

Dimitra Bouras, rédactrice en chef de Cinergie.be, site de promotion du cinéma belge francophone, pointe la question de l'accès à la culture. Quelles activités culturelles rencontrent le plus de succès ? Que mettent en place les institutions culturelles pour accueillir les publics ? Quelles voies explorer pour créer des ponts entre le monde de l'enseignement et celui de la culture ?

Lissa Kinnaer répond à la question concernant l'Europe. Lorsque les membres des réseaux ont été sondés, ceci n'est pas apparu comme une priorité. A côté des 4 chantiers, le Réseau des Arts à Bruxelles et le Brussels Kunstoverleg vont poursuivre et renforcer le dialogue avec le Parlement européen. Le problème est que si Bruxelles reçoit un financement, les autres villes européennes doivent recevoir équitablement le même montant. Dans le dialogue avec les représentants des institutions européennes, il y a une demande, de leur part, de connaître, de comprendre le fonctionnement, de participer au débat, notamment pour les états généraux, etc.

### **Comment s'associer de manière concrète à ce travail ?**

Par rapport aux chantiers, les premières réunions ont eu lieu. Il y a une volonté que ces groupes soient représentatifs. Il y a encore des places pour les personnes qui ne sont pas issues du secteur artistique.

Les deux réseaux invitent vraiment le secteur à lire ce plan et voir ce qu'ils peuvent faire au sein de leur structures. Si vous souhaitez, rencontrer des membres des deux réseaux, discuter du plan, vous pouvez contacter le Réseau des Arts à Bruxelles asbl c/o La Bellone

46 Rue de Flandre

1000 Bruxelles

Téléphone : 02 502 26 88

Courriel : [info@reseaudesartsabruelles.be](mailto:info@reseaudesartsabruelles.be)

Coordination : Lissa Kinnaer - [lissa@reseaudesartsabruelles.be](mailto:lissa@reseaudesartsabruelles.be)

Rapport rédigé par Annette Maes et Marie Poncin,  
Pour Culture et Démocratie asbl  
Février 2010